

Comment sortir de nos sociétés de croissance ?

Par Yves-Marie Abraham et Serge Mongeau

Témoignage introductif de Serge Mongeau (mars 2021)

J'ai aujourd'hui 84 ans. Dans ma jeunesse, je me suis profondément impliqué dans le scoutisme, j'y ai appris la débrouillardise et l'importance de l'implication sociale. À la fin de mon cours classique, je ne savais pas trop quelle orientation prendre et on m'a recommandé d'aller étudier en médecine ou en enseignement. J'ai décidé d'étudier en médecine et pendant mes études, nous avons fondé un mouvement que nous avons appelé *Les Chantiers de Montréal*. C'était inspiré des initiatives menées par l'Abbé Pierre en France auprès des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion. Nous travaillions dans des milieux défavorisés à rénover les logements et nous aidions les gens à survivre. Ça m'a mis en contact, pour une première fois, avec une population véritablement défavorisée.

Pendant deux ans, j'ai ensuite pratiqué la médecine en milieu défavorisé. Je me suis vite senti insatisfait, j'avais l'impression d'arriver trop tard, c'est-à-dire quand les gens avaient développé des problèmes alors que la cause de ceux-ci était évidente : ils n'avaient pas des revenus suffisants pour survivre. C'est plutôt à ce niveau que j'aurais aimé pouvoir agir.

Je suis donc retourné aux études, en organisation communautaire et par la suite je me suis engagé socialement d'une façon très intense. J'ai toujours travaillé, non pas en fonction du revenu que ce travail allait me procurer, mais plutôt en fonction de ce que je jugeais important de faire pour améliorer la société. J'ai tout fait

pour diminuer ma dépendance à mon revenu et développer mon autonomie alimentaire. J'ai eu un jardin, des poules, des lapins. Dans la cuisine, nous préparions toute notre nourriture, nous portions des vêtements usagés que nous réparions, etc. Mon revenu provenait surtout de l'écriture et des conférences que je donnais. J'ai eu des emplois pendant huit ans avant de pouvoir aboutir à une pleine autonomie, mais après ça, j'ai pu me consacrer uniquement à ces activités.

C'est à cette époque que j'ai découvert le concept de simplicité volontaire. En 1985, en m'inspirant d'un livre paru aux États-Unis, j'ai écrit un premier livre sur la simplicité volontaire qui a été publié aux éditions Québec Amérique. Cela m'a permis de réfléchir au concept et de l'introduire au Québec. La simplicité volontaire, c'est diminuer au maximum sa consommation en identifiant ses véritables besoins, ceux-ci variant en fonction des époques. Un des conseils que je donnais alors au public qui me lisait ou qui venait m'entendre, c'était de laisser passer sept jours avant d'acheter quelque chose. L'idée était de remettre en question notre consommation, de s'éloigner de la mode, d'éviter la publicité et en particulier la télévision qui use des services de grands experts en psychologie pour nous donner envie de consommer davantage. Cela supposait de faire soi-même sa nourriture, ses vêtements et l'entretien de sa maison.

Avoir moins besoin d'argent, c'est avoir moins besoin de travailler et donc, avoir plus de temps pour faire soi-même et collaborer avec les autres. La simplicité volontaire, ce n'est pas la

pauvreté, c'est éliminer ce qui n'est pas essentiel : les vacances à l'étranger, les repas tout préparés, etc. Ça nous apporte une plus grande autonomie, une plus grande liberté et même la santé. J'ai 84 ans et je continue à courir et à me déplacer à bicyclette l'hiver comme l'été. La simplicité volontaire nous apprend aussi à avoir des liens communautaires plus développés.

En outre, elle a comme effet bénéfique de réduire notre impact environnemental. Il est de plus en plus nécessaire de diminuer notre consommation or, même si cela n'est en soi pas suffisant pour résoudre la crise environnementale, nous sommes encore trop peu à adopter cette voie. Nous consommons à une vitesse qui dépasse celle des rythmes biologiques et dans des quantités qui excèdent ce que notre planète peut nous fournir. En conséquence, nous nous acheminons vers l'effondrement de nos sociétés. Il faut diminuer volontairement notre consommation globale. Si nous ne le faisons pas, une diminution majeure nous sera imposée et il y a de fortes chances que cela se fasse de manière injuste. Dans ce cas, les riches et les puissants s'en tireront bien, mais les choses seront beaucoup plus difficiles pour le reste de la population, et notamment les plus démunis, ici et ailleurs. Dans un tel contexte, ceux qui auront déjà pratiqué la simplicité volontaire pourront survivre plus facilement.

Avant d'en arriver là, il nous reste à peine quelques années pour tenter de nous reprendre en main et d'effectuer les changements majeurs qui sont nécessaires à la survie de l'humanité. Il est aujourd'hui impératif de comprendre le message que nous envoie la nature avec la crise pandémique que nous venons de traverser. Nos sociétés ont des orientations qui nous mènent tout droit à la catastrophe, il nous faut les changer.

Le mouvement pour la décroissance au Québec (Yves-Marie Abraham)

Serge Mongeau, en plus d'avoir introduit le concept et milité pour la simplicité volontaire, est l'un des principaux artisans de l'introduction de la décroissance au Québec. Il a réuni autour de lui un certain nombre de jeunes militants et d'intellectuels qui ont publié en 2007 un premier manifeste pour une décroissance conviviale au Québec et, dans la foulée, créé le *Mouvement québécois pour une décroissance conviviale* (MQDC).

Serge Mongeau est donc, dans une très large mesure, celui qui m'a initié à la décroissance. Je lui dois de m'avoir fait rencontrer cette idée qui oriente, aujourd'hui, l'essentiel de mon travail de professeur et de chercheur, travail que je ne peux pas distinguer de ma pratique militante. Il y a évidemment une convergence très forte entre simplicité volontaire et décroissance. On peut voir la décroissance comme le volet politique de la simplicité volontaire.

Qu'est-ce donc que la décroissance plus précisément? L'usage du terme « *décroissance* », dans le sens qu'on lui donne aujourd'hui émerge il y a à peu près vingt ans. Au départ, il est utilisé comme un « *mot-obus* », il a pour fonction de provoquer le débat et de cibler certaines idées dont on ne voulait plus et qu'il fallait dépasser.

Notamment celle du « *développement durable* ». Cela faisait une quinzaine d'années qu'on parlait de développement durable et on constatait que sur le plan écologique, cette proposition politique n'avait eu aucun effet significatif. Les promoteurs de la décroissance ont donc considéré qu'il valait mieux rompre avec ce terme, qu'ils trouvaient vague et même contradictoire. En effet, un développement infini est-il possible dans un monde fini?

En ce qui concerne la décroissance, on parle aujourd'hui d'un mouvement de plus en plus vaste, qui n'est d'ailleurs pas qu'occidental. Ses promoteurs ont en commun la volonté de rompre avec cette course à la croissance économique dans laquelle toutes nos sociétés sont embarquées, et avec la quête de la toute-puissance technoscientifique à laquelle elle est étroitement associée. D'un point de vue plus programmatique, la proposition politique qui fonde la décroissance peut être résumée en trois propositions : produire moins, partager plus et décider ensemble.

Produire moins

Ce que nous proposons aujourd'hui les défenseurs du développement durable et de la croissance verte, c'est de « *produire autrement* » et de « *produire mieux* ». Nous, les décroissants, croyons qu'il faut absolument « *produire moins* ». Pourquoi? Parce que nous constatons que toutes les stratégies qui sont développées par les partisans du développement durable vont buter sur des limites biophysiques, économiques et politiques.

Pour ce qui est des limites biophysiques, on se rend compte, par exemple, que les énergies fossiles présentent des caractéristiques qui nous permettent de développer une puissance de travail extraordinaire au sens physique du terme. Actuellement, il n'existe pas réellement d'équivalent énergétique à ce que nous offrent les énergies fossiles. Donc, si nous passons aux énergies dites renouvelables, nous perdrons en capacité de travail. Une telle perte ne nous permettrait pas de continuer à croître indéfiniment. On entretient donc, aujourd'hui, un mensonge à ce sujet, qu'il nous faut dévoiler.

Les tentatives de développement durable butent aussi sur des limites économiques.

Notamment, sur un phénomène qui porte le nom d'« effet-rebond »; on parle aussi du « paradoxe de Jevons ». Qu'est-ce que c'est? Pour l'illustrer simplement, utilisons l'exemple de l'automobile. On peut essayer, par exemple, d'économiser de l'essence, donc des énergies fossiles, en produisant des automobiles équipées de moteurs plus efficaces. À première vue on pourrait croire qu'on détient une solution qui rendrait possible une croissance plus verte. En réalité, ce qu'on constate quand on développe ce genre d'automobiles, c'est que les économies d'essence potentielles sont annulées de deux manières. Certains individus utiliseront davantage leurs voitures parce que le coût d'utilisation de celle-ci est effectivement réduit par le gain d'efficacité du moteur. Mais, en multipliant les déplacements, en allant plus loin ou plus vite, ils en viendront à annuler l'économie de carburant que leur offrait le nouveau moteur. Dans ce cas de figure, on parle de « rebond direct ».

D'autres individus peuvent décider de continuer à utiliser leur voiture de la même manière qu'avant. Leur budget d'essence va donc diminuer, et ils vont donc accumuler un revenu. Que vont-ils faire de cet argent? Bien souvent, ils vont l'investir dans d'autres biens de consommation qui auront des répercussions sur l'écologie en mobilisant, par exemple, des énergies fossiles. Dans ce cas, on parle de « rebond indirect ».

Finalement, en ce qui concerne les limites politiques, on en voit des manifestations à chaque fois qu'un gouvernement propose de rendre plus chers certains types de biens de consommation dans le but d'en réduire l'impact écologique. Ce genre d'initiative politique provoque des réactions, qui peuvent être parfois très violentes. Elles sont violentes, en général, quand elles viennent des gens les plus démunis qui vivent

une forme de précarité et pour qui de telles augmentations de coûts (en période d'inflation par exemple) influencent directement leurs conditions de vie. C'est d'ailleurs ce que nous avons pu observer en France avec l'émergence du mouvement des gilets jaunes à l'automne 2018, dont la revendication initiale était l'opposition à l'augmentation du prix du carburant que supposait la hausse de la taxe sur les produits pétroliers annoncée par le gouvernement. Les réactions sont beaucoup plus discrètes quand elles viennent des puissants, parce que ceux-ci ont le privilège de pouvoir rentrer directement en contact avec les gouvernements pour infléchir les politiques qui ne les satisfont pas. Les puissants sont très efficaces pour exercer leur influence quand vient le temps d'annuler ce genre de mesures contraignantes, pour que rien ne soit fait de sérieux afin de limiter leur mode de vie.

Ce que nous pouvons aujourd'hui constater, et c'est scientifiquement établi, c'est que nous n'avons jamais été capables de générer quelque chose qui ressemble à une croissance verte. La croissance économique s'accompagne systématiquement d'une destruction écologique, du fait de la consommation excessive de ressources et de la production tout aussi excessive de déchets. Il n'y a pas de découplage possible entre ces deux phénomènes.

Partager plus

Fixer des limites à la production implique nécessairement de fixer des limites à la consommation, et imposer ce genre de mesures dans un monde profondément inégalitaire serait complètement indéfendable moralement. Cela bien sûr si nous croyons en l'idée d'égalité, qu'on retrouve *a priori* dans tous nos grands textes de loi. Il ne serait donc pas défendable d'appliquer

la politique du « *produire moins* » telle quelle et ce serait, en outre, suicidaire politiquement. Le gouvernement Macron en a fait l'expérience lors de la révolte des gilets jaunes comme nous l'évoquions précédemment. On en revient aux limites politiques de la décroissance.

Si l'on veut produire moins, il nous faudra donc, dans le même mouvement, se mettre à partager beaucoup plus nos moyens d'existence. Cela, au nom de l'idéal d'égalité qui est censé être au fondement de notre civilisation. C'est un mot très joli, « *partager* », mais évidemment, si on décide de le prendre au sérieux, cela doit aboutir à des transformations sociales assez cruciales comme celle qui consisterait à contester la propriété privée telle qu'elle existe aujourd'hui. Il faut recommencer à questionner la légitimité de la propriété lucrative. Cette remise en question n'est pas nouvelle, c'est plutôt quelque chose qu'il nous faudrait redécouvrir. En effet, au 19^e siècle, il était évident pour une grande partie de la population occidentale que la propriété privée était un énorme problème. Ces revendications ont été mises de côté au cours de la seconde moitié du 20^e siècle, mais il est grand temps de les remettre de l'avant.

Ce qu'il faut aujourd'hui remettre en question, c'est le fait qu'une minorité puisse contrôler les moyens de production, c'est-à-dire les moyens d'existence, ce qui oblige la majorité des êtres humains à vendre sa force de travail à cette minorité pour avoir le droit d'exister. Cette minorité dominante impose le rapport salarial, qui est un rapport profondément inégalitaire.

Il nous faut partager plus au sein de nos sociétés, mais aussi au niveau international entre le Nord et le Sud. Il faut constater que la richesse québécoise est en partie le fruit d'une exploitation des richesses du Sud à travers des rapports extrêmement inégaux. Cela passe par

l'exploitation des ressources naturelles mais aussi par celle des êtres humains qui viennent du Sud pour travailler chez nous de manière sous-payée et sans statut permanent. Nous allons les chercher pour s'occuper de nos malades, de nos enfants et de nos champs, alors qu'ils seraient beaucoup mieux à faire tout ça chez eux, pour eux et leurs familles.

Partager plus, c'est aussi partager plus entre les hommes et les femmes. Même si au Québec, nous sommes plutôt avancés dans la redistribution des tâches dites de reproduction, il reste que, pour l'instant, ces tâches reviennent encore majoritairement aux femmes. Ces tâches servent à entretenir notre existence, elles sont à la base même de ce qui permet la vie. Pour l'instant donc, il y a une très grande inégalité dans la répartition de ces tâches et elles sont soit très mal payées, soit non payées. Reconsidérer la place qu'occupe dans la société le travail dit de reproduction revient à questionner l'ensemble du système. Le capitalisme fonctionne parce qu'il dispose de tout ce travail gratuit fourni tous les jours, notamment par des femmes. Si on commence à dire que le travail domestique doit être payé, c'en est fini du capitalisme.

Il y a une dernière forme de partage à envisager, le partage de la planète entre les animaux humains et les autres animaux. Il faut commencer à penser la répartition des moyens d'existence entre êtres vivants au-delà même de l'humanité. Finalement, un argument supplémentaire apporté par les économistes pour supporter la proposition du partage, c'est le fait que ce qui contribue le plus, aujourd'hui, à augmenter le bien-être dans nos sociétés ce n'est plus la croissance, mais plutôt notre capacité à réduire les inégalités.

Décider ensemble

Il s'agit donc de fixer des limites à ce qui est produit et de décider comment nous allons partager nos moyens de vivre. Si nous voulons être cohérents avec un autre idéal fondateur de notre civilisation, celui de liberté, il nous faudra décider de tout cela ensemble. Ce n'est pas à des expert.e.s de décider pour nous, ni à quelques représentant.e.s politiques. C'est ensemble que nous devrions pouvoir déterminer ce qui est bon pour nous.

Qu'est-ce que cela implique concrètement? De démocratiser de façon radicale nos institutions politiques. Aujourd'hui, c'est une petite minorité qui décide pour la majorité, une petite minorité qui, certes est élue, mais qui évolue au sein de partis qu'on ne contrôle pas. Nous avons actuellement très peu accès à l'exercice réel du pouvoir politique dans nos sociétés. La démocratisation de nos institutions politiques pourrait prendre toutes sortes de formes. Nous pourrions, par exemple, redécouvrir cette vieille idée athénienne du tirage au sort pour la constitution d'une assemblée de représentant.e.s.

Il faut aussi comprendre qu'aujourd'hui, nos vies sont soumises à des contraintes qui nous dépassent du fait qu'elles dépendent d'un système économique complètement globalisé qui obéit à une logique qui n'a rien à voir avec le souci du bien-être de l'humanité. La finalité de ce système est l'accumulation du capital. N'est produit que ce qui permet d'accumuler du capital. Une chose pourrait être très utile à des êtres humains, mais elle ne sera pas produite si elle ne permet pas cette accumulation. De la même manière, dans ce système, si des êtres humains n'ont pas de quoi payer une denrée même essentielle, c'est tant pis pour eux. Nous ne pourrions décider véritablement de nos vies que quand nous sortirions de ce système.

Nos vies dépendent aussi étroitement de systèmes techniques très sophistiqués et en constante extension. Ils nous imposent des contraintes très lourdes qui entrent en contradiction avec l'idéal de la décision autonome, c'est-à-dire la possibilité de choisir les règles auxquelles nous nous soumettrons collectivement.

Et dans la pratique ?

Comment mettre en œuvre ces trois propositions : produire moins, partager plus et décider ensemble ?

La première implication de ce projet est la relocalisation de toutes les activités destinées à assurer notre reproduction, autrement dit, de tout ce qui est essentiel à nos vies. Il faut refuser la mondialisation néolibérale actuelle, s'en débrancher et la démanteler. Tout ça en conservant notre ouverture sur le monde. Il faut s'opposer aux tentations du repli sur soi et de la fermeture. Il faut inverser complètement la situation actuelle. Aujourd'hui, les marchandises, le capital et les gens les plus riches circulent comme ils le veulent dans le monde, alors que les plus démunis et les plus exploités ne le peuvent pas. Il faut permettre aux êtres humains qui en ont vraiment besoin de se déplacer, notamment à ceux qui font face à des désastres ou à d'autres exigences fondamentales. Il faut rendre possible la libre circulation des personnes et des idées. Des idées, nous en aurons énormément besoin, alors qu'elles sont, aujourd'hui, de plus en plus l'objet d'appropriation privée, de brevets, etc. La propriété intellectuelle est donc un énorme problème et il faudra aussi la contester.

Si nous voulons reprendre le contrôle de nos vies, il nous faudra, de plus, reconsidérer les techniques sur lesquelles nous nous appuyons.

Un champ d'investissement extrêmement intéressant en ce sens est celui des *low tech*, ou basses technologies. Ce sont des techniques, qui nous servent à faire un certain nombre de choses, tout en étant soutenables sur le plan écologique et accessibles à tout le monde sans jamais être obligatoires. Nos ordinateurs, par exemple, sont devenus des techniques obligatoires, ils ne sont donc pas du tout *low tech*. Par ailleurs, ils fonctionnent à partir de fondements technologiques qui sont tout à fait insoutenables. Nous ne pourrions pas continuer à utiliser des ordinateurs et Internet comme nous le faisons aujourd'hui. En outre, pour être qualifiée de *low tech*, une technique doit être contrôlable par l'utilisateur, il faut que celui-ci puisse comprendre comment elle fonctionne et qu'il soit éventuellement capable de la réparer, voire de contribuer lui-même à son développement. Dans le cas de l'ordinateur, on est très loin de répondre à ces exigences. L'ordinateur est une technique qu'il faudra marginaliser très rigoureusement dans une société post-croissance. La décroissance nous mène donc au refus de ce qu'on appelle les « technosciences », l'alliance entre la technique et la science.

Un exemple de *low tech*, utile en matière de transport, ce sont les jambes. Nos jambes (quand nous avons la chance d'en avoir) nous permettent de marcher et marcher est une technique, puisqu'on l'apprend. C'est une des plus belles *low tech* qui soit pour ce qui est de se déplacer. Ça a permis notamment à des êtres humains de venir habiter dans ce coin-ci du globe il y a des milliers d'années !

Pour ce qui est du cadre à l'intérieur duquel nous pourrions penser les activités de production, j'avance l'idée des communs. J'en proposerai une définition. À une échelle plus large, je mets de l'avant comme instance politique fondamentale

d'une société post-croissance la municipalité. C'est à l'échelon municipal qu'il nous faut organiser la vie politique si nous voulons être cohérents avec l'idéal démocratique. À partir du moment où les décisions quittent le niveau municipal, elles risquent d'échapper aux citoyens. Il est possible de s'organiser de manière fédérative entre communes, de créer des assemblées qui traitent de problèmes qui dépassent l'échelle des municipalités, mais c'est à l'échelle municipale que la démocratie doit s'enraciner. Je propose ainsi un double refus, celui de l'État-nation tel qu'on le connaît aujourd'hui, qui serait remplacé par un système fédératif fondé sur les municipalités, et celui de l'entreprise privée à but lucratif, dont il faut se défaire au profit des communs et des communes.

Ces communs et communes auraient notamment comme rôle d'être des espaces dans lesquels on déciderait ensemble des normes de suffisances qu'il nous faudrait respecter. Les « normes de suffisances », qu'est-ce que c'est? C'est ce qu'il nous faut pour avoir une vie digne, correcte, dans un coin du monde que l'on habite ensemble. Ce sont aussi les limites que l'on se donne dans un refus du mal de l'infini que suppose la croissance à tout prix.

Qu'est-ce qu'un « commun »? On doit une grande partie de la redécouverte des communs à Elinor Ostrom. Elle s'est pratiquement opposée à tous ses collègues économistes à l'époque où elle travaillait, parce que ceux-ci trouvaient que l'idée des communs n'avait aucun sens et que les seuls moyens pour les êtres humains d'utiliser de manière efficace les ressources naturelles étaient soit l'entreprise privée, soit la contrainte de l'État. Elinor Ostrom a fait le travail essentiel de montrer qu'il y avait une autre façon de s'organiser entre êtres humains pour vivre de manière à la fois efficace et durable.

Un commun c'est d'abord un collectif d'humains qui se rassemblent pour tenter de satisfaire par eux-mêmes un ou plusieurs besoins. Serge Mongeau a beaucoup insisté dans sa définition de la simplicité volontaire sur l'autoproduction, cependant on sait bien qu'on ne pourra jamais produire soi-même tout ce dont on a besoin, on doit donc le faire collectivement, d'où l'idée des communs. Sous ce mode d'organisation, on ne travaille plus pour gagner de l'argent et acheter des marchandises, on travaille ensemble pour satisfaire un besoin directement.

Une deuxième caractéristique des communs est qu'on y partage les moyens nécessaires à la satisfaction des besoins. C'est le principe de la « communalisation », on met en commun sans qu'il n'y ait véritablement appropriation; il n'y a plus de propriété ni privée, ni étatique. C'est sortir de l'idée que nous pourrions être les propriétaires absolus de telles choses, pour plutôt s'engager dans un rapport de responsabilité vis-à-vis des choses et du monde. Une troisième caractéristique des communs est que l'on cherche à y appliquer les principes démocratiques. Toutes les décisions, concernant le fonctionnement de ce genre de collectif, doivent y être prises selon le principe : « *Un membre vaut une voix.* ». Une quatrième caractéristique des communs est que les principaux rapports ayant lieu au sein de ceux-ci sont des rapports d'entraide et de réciprocité, sur le mode du « don contre don », par opposition aux rapports de concurrence et aux rapports hiérarchiques.

Communs, communautés intentionnelles et coopératives

Précisons ce qu'est le modèle des communs en le définissant par rapport aux communautés intentionnelles et aux coopératives. Les

« communautés intentionnelles », sont des individus qui se rassemblent pour vivre ensemble, un peu à l'écart du monde, c'est ce qu'on appelait autrefois au Québec des « communes ».

Une communauté intentionnelle, c'est un commun intégral au sein duquel on prend en charge presque tous les besoins du collectif et où on va partager presque tous les moyens de satisfaction de ceux-ci. C'est donc une sorte de commun pur. Il en découle que c'est un mode d'organisation extrêmement exigeant. Penser une transformation sociale sur la base de la communauté intentionnelle ne me paraît donc pas très sage. Ce serait une voie beaucoup trop exigeante dans un monde où nous avons été socialisés comme étant des individus. Puisque faire fonctionner des communautés intentionnelles à partir d'individus est très difficile, je ne propose donc pas comme alternative à l'entreprise privée le modèle des communes. Il en faut, néanmoins. Ce sont de très bons laboratoires, mais nous n'arriverons pas à transformer notre société dans son ensemble au moyen de ce seul modèle.

Concernant la « coopérative », elle a beaucoup de similitudes avec les communs. On est bien ici dans le registre de la communalisation parce que dans une coopérative, on partage les moyens de production. On est aussi dans le registre de la démocratisation puisque les personnes qui coopèrent ont toutes le même poids politique. De plus, il n'existe pas de rapports hiérarchiques entre elles. Cependant, la coopérative, en général, ne se fonde pas sur une perspective d'autoproduction. Elle a pour but, soit de donner accès à des marchandises qui étaient jusque-là inaccessibles, soit de produire des marchandises qu'il serait impossible de produire seul. On parle de coopératives de consommation et de coopératives de travail ou de production. Le modèle coopératif peut donc être très utile, il

a d'ailleurs été essentiel à la survie de nombreux êtres humains par le passé et il a aussi contribué à redonner aux travailleurs et travailleuses un certain contrôle sur leur vie. Malheureusement, ce que l'on constate quand on s'intéresse à l'économie réelle, c'est que les coopératives ne font en général pas le poids face à l'entreprise privée. Si elles désirent survivre, elles n'ont donc pas d'autres choix que de calquer leurs activités sur les méthodes du privé. On pense par exemple à *Desjardins*, qui ressemble de plus en plus à une banque et de moins en moins à une coopérative.

Quelle stratégie politique mettre en place pour réaliser la décroissance ?

Ce que nous prônons dans le mouvement pour la décroissance, c'est une stratégie fondée sur la masse critique. Il n'est pas nécessaire de mobiliser la majorité des Québécoises et des Québécois pour amorcer une transition vers un monde post-croissance au Québec. Il y a une certaine masse critique qu'il nous faut atteindre, à partir de laquelle des transformations vont commencer à se produire. Il nous faut viser ce seuil. Il est très réaliste de penser que le changement n'a pas besoin de reposer sur une majorité de la population pour se produire, cela a été démontré maintes et maintes fois. À Montréal, par exemple, il y aurait autour de 18 % de cyclistes, et ils ont atteint une masse critique suffisante pour que la circulation dans Montréal soit transformée comparativement à ce qu'elle était il y a vingt ans. Il n'a donc pas fallu attendre que plus de 50 % des Montréalaises et Montréalais utilisent le vélo pour que des changements importants soient mis en place.

On peut envisager trois formes d'action pour viser ce seuil critique : s'engager dans des alternatives concrètes, militer pour faire valoir

l'impératif de la décroissance et imaginer le monde post-croissance. Il est important d'effectuer ces trois actions simultanément pour éviter les écueils qui sont associés à chacune d'entre elles.

Tout cela n'est-il pas un peu utopiste? Il est aujourd'hui important de renverser cette accusation. L'utopie, c'est celle qui consiste à croire que nous pourrions continuer à vivre comme nous le faisons actuellement, alors que tous les indicateurs nous montrent que ce n'est plus possible. Nous faisons face à toutes sortes de catastrophes et nous nous dirigeons vers elles à vive allure. Ceux qui continuent à nous parler de développement durable, ce sont eux les véritables utopistes.

La décroissance est notre horizon. Soit, nous la choisissons et nous la réalisons démocratiquement, soit elle s'imposera d'elle-même sous des formes plutôt catastrophiques. C'est un peu désespérant, surtout pour les jeunes, mais face à cette situation, le désespoir n'est pas forcément une chose qu'il faut refuser. Le désespoir est un moment crucial dans un processus de deuil et il nous faut faire le deuil de notre civilisation. Il faut saisir que celle-ci n'est pas soutenable et que même si elle était possible écologiquement, elle ne serait pas défendable socialement et politiquement. Il s'agit d'une civilisation profondément injuste et plus vite nous en ferons le deuil, plus vite il sera possible pour nous de passer à autre chose. C'est ce que je nous souhaite.

Par ailleurs, pour se rassurer un peu, il faut se rappeler que l'être humain est un animal imaginaire et qu'il est donc capable d'imaginer toutes sortes de mondes. Il suffit de faire un peu d'histoire, d'ethnologie ou de philosophie pour voir cette multiplicité de mondes apparaître. Il existe, ou du moins existait, au sein de l'humanité une diversité culturelle incroyable. L'être humain

possède cette capacité de créer de nouveaux imaginaires et c'est sur celle-ci qu'il faut s'appuyer si l'on veut changer le monde. Il faut revenir à cette capacité de création de mondes, comme le dit mon collègue Andreu Solé.

Il est rassurant aussi de se dire que nous n'avons pas à tout inventer. Les deux grands modèles qu'on a opposés au 20^e siècle, le libéralisme et le socialisme, ont eu pour effet de détruire en pratique, mais aussi dans les esprits, la capacité des êtres humains à bâtir des communs. Il ne s'agit donc pas d'une invention folle, mais plutôt de la redécouverte de formes de vie en société qui ont été très fréquentes dans l'histoire de l'humanité.

Enfin, pour ce qui est du seuil critique de mobilisation, il est peut-être beaucoup plus proche de nous que nous pourrions le croire. Malgré tout ce qu'on peut bien lire dans les journaux, quand on discute autour de nous et quand on lit, on voit que de plus en plus d'êtres humains ne croient plus au système actuel, ce qui laisse penser que nous approchons du point de bascule. Si cela se trouve, il est tout près, il ne manque plus que quelques coups de boutoir pour que nous y arrivions.

Notices biographiques :

Serge Mongeau a étudié la médecine, l'organisation communautaire et les sciences politiques. Auteur de plus de 25 livres, c'est un militant bien connu des milieux pacifistes et écologistes au Québec.

Yves-Marie Abraham est professeur à HEC Montréal, où il enseigne la sociologie de l'économie et mène des recherches sur le thème de la décroissance.

Références :

- Abraham, Yves-Marie. 2019. *Guérir du mal de l'infini*. Montréal : Écosociété.
- Bihouix, Philippe. 2014. *L'Âge des low-tech : vers une civilisation techniquement soutenable*. Paris : Seuil.
- Coriat, Benjamin (dir.). 2015. *Le retour des communs. La crise de l'idéologie propriétaire*. Paris : Les Liens qui Libèrent.
- Gorz, André. 2020. *Leur écologie et la nôtre. Anthologie d'écologie politique*. Paris : Seuil.
- Latouche, Serge. 2004. *Survivre au développement*. Paris : Mille et une nuits.
- Lepesant, Michel. 2013. *Politique(s) de la décroissance. Propositions pour Penser et Faire la Transition*. Paris : Utopia.
- Mongeau, Serge. 1998. *La Simplicité volontaire, plus que jamais*. Montréal : Écosociété.
- Ostrom, Elinor. 2012. *The Future of the Commons – Beyond Market Failure and Government Regulation*. Londres : The Institute of Economic Affairs.
- Owen, David. 2013. *Vert paradoxe. Le piège des solutions écoénergétiques*. Montréal : Écosociété.
- Solé, Andreu. 2001. *Créateurs de mondes. Nos possibles, nos impossibles*. Monaco : Le Rocher.
- Wilkinson, Richard et Kate Pickett. 2013. *L'égalité c'est mieux. Pourquoi les écarts de richesses ruinent nos sociétés*. Montréal : Écosociété.